LETTRE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA FEDOM N°463- Lundi 24 janvier 2022



L'ÉDITO

La FEDOM organise, avec le ministre du Commerce extérieur et de l'Attractivité, ce jeudi, un webinaire sur la relance et le commerce extérieur dans nos territoires. La défense de nos enjeux a mobilisé beaucoup d'énergie ces derniers temps, mais l'avenir est nécessairement sur le mode offensif et le commerce extérieur y a sa part.

Comment parler d'avenir quand on voit les événements dramatiques qui font la une de l'actualité en Guadeloupe ? Tant d'énergie de chefs d'entreprises, de salariés guadeloupéens abîmée par les pratiques des gangs dont on parle. Comme certains le soulignent, la jeunesse n'excuse pas tout. Et heureusement, la jeunesse guadeloupéenne ne s'identifie pas à ces groupes de malfaiteurs. Courage à nos amis entrepreneurs de Guadeloupe, pour surmonter ces graves obstacles. Les projets de nos territoires existent « Guadeloupe Jardin créole-Projet 2030 », « Guyane Symbiose », « Projet NC-Eco », « Projet VIVE La Réunion » et bien d'autres disent l'engagement et l'ambition des chefs d'entreprise. Nous attendons de l'Etat, bien sûr, un encouragement, un accompagnement dans le développement économique ; et d'abord qu'il assume, comme il le doit, ses missions régaliennes.

Demain, mardi, j'interviendrai devant les élèves de l'Ecole polytechnique, dans le cadre du séminaire « Affaires publiques ». Pour sensibiliser les responsables de demain au développement de nos entreprises. C'est un enjeu pour les Outre-mer ; il doit être entendu haut et fort.

Hervé Mariton Président de la FEDOM



FLASH SPECIAL

Le 27 janvier prochain de 13h30 à 15h00 (heure de Paris), la FEDOM et la « TEAM France Export Outre-mer » organisent, en présence de Franck RIESTER, Ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, un webinaire consacré à l'export comme levier de la relance pour nos entreprises.

Une occasion d'affiner votre connaissance des dispositifs déployés par l'Etat, mais aussi et surtout de vous exprimer sur votre réalité en matière d'export lors de la discussion illustrée par des témoignages d'entreprises de nos territoires.

L'inscription se fait ici

En savoir plus

Crise sanitaire : les mesures de soutien pour les entreprises impactées par la reprise épidémique

Alors que la crise sanitaire connaît une accélération depuis la fin d'année 2021, le Gouvernement souhaite maintenir le soutien aux entreprises impactées par celle-ci. Détails des aides en vigueur en métropole <u>et dans les</u> territoires ultra-marins.

En savoir plus

Tout savoir sur le crédit d'impôt pour la formation des dirigeants d'entreprise

Vous êtes chef d'entreprise, vous souhaitez acquérir de nouvelles compétences ? Savez-vous que vous pouvez peut-être bénéficier d'un avantage fiscal prenant la forme d'un crédit d'impôt sur vos dépenses de formation ? Le point sur le dispositif.

En savoir plus

Foormalites.entreprises.gouv.fr pour simplifier les formalités administratives des professionnels

Le Gouvernement a lancé le 1^{er} janvier le site formalites.entreprises.gouv.fr. Celui-ci mutualise les ressources d'une dizaine de sites internet afin de simplifier et de centraliser les démarches des entreprises. Présentation.

En savoir plus

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres du 19 janvier 2022

1) L'exécution budgétaire 2021

Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargé des Comptes publics, ont présenté une communication relative à l'exécution budgétaire 2021.

Voir le compte rendu

PGE : les entreprises en difficulté auront dix ans pour rembourser

Quatre ans de plus. Le ministre de l'Economie et des Finances a officialisé le 19 janvier la signature de l'accord de place avec la Banque de France et la Fédération bancaire française (FBF) qui permet aux entreprises en difficulté de réaménager leurs prêts garantis par l'Etat (PGE).

Commentaire FEDOM: Depuis le début de la crise sanitaire, les représentants du monde économique ultramarin alertent le Gouvernement sur la nécessité impérieuse de prévoir une adaptation des dispositifs de soutien économique d'urgence à la situation spécifique des collectivités ultramarines dans la mesure où ces dernières subissent depuis mars 2020 des contraintes supplémentaires influant nécessairement de manière négative sur la reprise de l'activité. Face à une crise qui dure, faite de vagues de contaminations successives et de nouvelles restrictions, des inquiétudes parfaitement légitimes et compréhensibles ont été exprimées par les entreprises ultramarines quant à leur capacité à s'acquitter des échéances de remboursement des PGE qu'elles ont souscrits dans les délais conventionnels et nécessiteront sans doute d'aller-au-delà de ce qui est annoncé.

Vague Omicron : Bercy invite à ne pas pénaliser les entreprises de BTP

Du fait des difficultés d'organisation rencontrées par les entreprises de BTP, le ministère de l'Économie invite les maîtres d'ouvrage publics à faire preuve de clémence.

En savoir plus

Sébastien Lecornu : "L'immigration crée une déstabilisation du corps social guyanais"

Dans le cadre de son déplacement en Guyane le 18 janvier 2022, le ministre des Outre-mer a accordé un entretien exclusif à France-Guyane.

En savoir plus

Document de position commune aux 3 Etats membres et aux 9 Régions Ultrapériphériques

Au titre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, a réuni mercredi 19 janvier 2022, en visioconférence, ses homologues portugais et espagnol et les présidents des 9 régions ultrapériphériques (RUP), pour adopter un document de position commune afin de contribuer à l'actualisation du partenariat stratégique de la Commission européenne avec les RUP. Quatre grandes priorités ont été identifiées : la relance économique, la transition écologique et numérique, l'accessibilité et l'adaptation des politiques européennes sur l'agriculture et la pêche. Ce document commun a été présenté à la Commissaire européenne à la Cohésion et aux réformes, Elisa Ferreira.

En savoir plus

FAQ - Aide "Renfort" instaurée par le décret n° 2022-33 du 4 janvier 2022 : guide pour déposer une demande

Voir la FAQ

VIE DES TERRITOIRES

"Ne pas réenflammer un conflit social" : le casse-tête du passe vaccinal dans les Outre-mer

Certains territoires ultramarins pourront ne pas appliquer immédiatement la mesure la plus emblématique du texte sanitaire adopté dimanche 16 janvier 2022. Pour le Sénateur (PS) Victorin Lurel, "Sur le plan des principes,

les textes s'appliquent partout de la même façon dans la République mais il y a un principe de réalité. Si cette mesure entrait en application immédiatement et de façon rigide en Guadeloupe, l'économie serait bloquée car il y a environ 60 % de non vaccinés sur place".

En savoir plus

Guadeloupe - Covid-19 : la Région exonère d'octroi de mer 17 produits nécessaires à la lutte contre l'épidémie

La Région Guadeloupe reconduit l'application de l'exonération de l'octroi de mer, sur les produits, équipements et matériels médicaux nécessaires, localement, pour faire face à l'épidémie de covid-19. Ce dispositif existe depuis décembre 2020. Il est prorogé pour un an.

En savoir plus

Guadeloupe - 15% des espèces recensées sont menacées

Pour la première fois, le risque d'extinction de l'ensemble de la faune guadeloupéenne a été évalué. Cet état des lieux a été réalisé par les naturalistes du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), du Centre national de recherche scientifique (CNRS), de l'Office français de la biodiversité (OFB) et du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) dans le cadre de l'établissement de la Liste rouge nationale des espèces menacées. Un inventaire similaire, concernant la flore de l'archipel, avait été mené en 2019.

En savoir plus

Mayotte - Création du premier conseil des prud'hommes

Mardi 18 janvier, les premiers conseillers prud'hommaux de Mayotte ont prêté serment devant le président du tribunal, Laurent Ben Kemoun, et le procureur de la République, Yann Le Bris. Un moment solennel pour ceux qui jugeront bientôt les intérêts des travailleurs mahorais.

En savoir plus

RAPPORTS, ETUDES, AVIS

Les énergies marines, une solution pour décarboner les îles

Les petits États insulaires pourraient trouver dans les énergies marines renouvelables flottantes une solution pour leur transition énergétique vers du 100 % renouvelable. C'est ce qui ressort d'une <u>étude menée par l'université de Lappeenranta</u>, en Finlande, à laquelle a notamment participé l'École polytechnique.

En savoir plus

EXPERTISE. Europe - RUP : « Nos Outre-mer doivent être accompagnés pour vivre les transitions, être des modèles de transformation pour l'Europe » par Joël Destom

Le jeudi 20 janvier 2022, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un avis intitulé: Les atouts des régions ultrapériphériques (RUP) pour l'Union européenne (UE). Le travail présenté par la section « Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale » a été plébiscité en plénière avec 217 votes pour, 3 votes contres et 6 abstentions.

En savoir plus

Nouvelle-Calédonie - Radiographie d'une jeunesse vulnérable

Les résultats d'une étude sur les facteurs déterminants de la délinquance juvénile ont été présentés aux membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lors de la réunion de collégialité du 19 janvier 2022. L'étude est assortie de recommandations concrètes qui seront étudiées lors du prochain conseil territorial de sécurité et de prévention de la délinquance.

<u>En savoir plus</u> <u>Voir la synthèse de l'étude</u>

VIE DE LA FEDOM

"La FEDOM prospecte les candidats à la présidentielle"

A l'approche du scrutin présidentiel, la Fédération des entreprises d'Outre-mer (Fedom) a adressé à 39 candidats potentiels une lettre et un questionnaire visant à leur demander quelle est la place des entreprises et de l'économie dans l'avenir des Outre-mer. Le Président de la FEDOM a donné une interview à France Guyane sur ce sujet.

En savoir plus

VIE DES ADHERENTS

DUBAÏ EVENTS by ISANAJA: FEVRIER & MARS 2022

Du 14 au 19 Février 2022 - Economie verte : "Connecter les esprits, construire le futur..." à partir d'une économie verte liée au respect de la nature et au maintien en équilibre de notre capital naturel, il s'agit de créer des éco-activités directement liées à la restauration, à la protection de l'environnement, à la préservation des ressources naturelles et humaines. Un partage exceptionnel d'expériences et d'échanges sur nos modes de consommation, les pistes d'amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, la réduction des risques environnementaux et la pénurie de ressources.

Du 21 au 26 Mars 2022 – Économie bleue, Biodiversité & Gestion de l'eau : partage d'expériences et connaissances sur les opportunités et activités économiques fournies par le milieu marin : énergies marines renouvelables, biotechnologies, aquaculture, tourisme, protection environnementale, mais aussi l'utilisation durable des ressources océaniques en faveur de la croissance économique, l'amélioration des revenus et des emplois générés. Une réflexion sur la préservation et l'exploitation de nos océans aux fins de développement durable, mettre en lumière nos biodiversités, sources d'activité et de richesse économique pour nos territoires.

Au programme: RDV B2B et B2C, rencontres d'affaires, visite d'Expo Dubaï, conférences, échanges avec l'écosystème local, networking, visite de sites thématiques
Possibilité de stand individuels pour la présentation de vos projets et actions.

<u>Objectifs</u>: Echanger avec divers pavillons pays, valoriser le savoir-faire des entreprises et start up, découvrir les dernières innovations, saisir les opportunités d'affaires, séduire de potentiels investisseurs, avoir une visibilité internationale, participer à des conférences thématiques.

Bénéficiez des Chèques Relance Export, de l'Assurance Prospection

Dates limites d'inscriptions : 25 janvier et 20 février 2022

Pour de plus amples informations, contacter ISANAJA aux coordonnées suivantes :

2 +59 0690408212

contact@isanaja-consulting.com

En savoir plus

"Cheminer ensemble vers le développement de notre territoire", par Bernard Edouard, Président du MEDEF Martinique

Dans une tribune à Madinin-art, Bernard Edouard, Président du MEDEF Martinique, souligne que "notre sens des réalités ne nous empêche pas d'être optimistes et volontaires afin de cheminer tous ensemble vers le développement de notre territoire martiniquais." et d'ajouter que "D'importants chantiers nous attendent, à savoir : l'octroi de mer ; le développement de la production locale ; la structuration des filières, pour une meilleure autonomie alimentaire et économique ; l'adaptation de nos structures hôtelières pour le développement du tourisme de haut niveau et ainsi permettre une meilleure rentabilité pour tout le territoire. Mais nous sommes conscients que toutes ces ambitions ne pourront se réaliser que dans un climat social apaisé. Travailler tous ensemble, avec ces objectifs, fait partie de nos ambitions pour cette nouvelle année."

Cheminer ensemble vers le développement de notre territoire - Madinin'Art (madinin-art.net)

Frédéric Dock, président du MEDEF Polynésie, fait le point sur la situation économique locale

Le président du MEDEF, Frédéric Dock a fait le point sur la situation économique des entreprises mais aussi sur

l'application de l'obligation vaccinale. L'obligation est en vigueur depuis le 23 décembre dernier ; en revanche, les sanctions seront effectives à partir du 23 janvier.

L'arrivée du pass vaccinal est une contrainte et une responsabilité supplémentaire pour les entreprises. Au terme de quasi deux ans de crise sanitaire, près de 3 000 emplois ont disparu en Polynésie. Pour autant le président du Pays a félicité les entreprises polynésiennes qui ont su résister face à l'ébranlement financier.

Comment réagit le monde des entrepreneurs ? Comment redressent-ils la barre en ce début d'année ? Comment vivent-ils l'application du pass sanitaire obligatoire au sein de leurs entreprises ?

En savoir plus

Un cri d'alerte des métiers de l'hôtellerie de Martinique

« Depuis mars 2020 à la Martinique, nous pouvons faire un sérieux constat avec les professionnels de l'UMIH 972 : il y a eu 1 journée, une seule et unique qui n'a pas été marquée par des restrictions. ». C'est le constat tragique fait par l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de la Martinique. Et de souligner que "Ces arrêts et redémarrages d'activités sont moralement épuisants pour les professionnels du secteur. Ils représentent des pertes non évaluées par l'Etat (recrutements, formations, achats de marchandises) et n'offrent aucune visibilité aux entreprises les empêchant de construire une stratégie."

Conclusion : "Face à ce bilan lourd depuis 2 ans, une destination saisonnière et incertaine mais aussi des aides défaillantes, il est primordial de mettre en exergue que les entreprises sont « cassées » : moralement, financièrement et surtout dans leur stratégie de développement."

En savoir plus

Projet "Formation du sauveteur en mer" de la Fédération d'Entraide Polynésienne de sauvetage en mer

La Fédération d'entraide polynésienne de secours en mer, avec la fondation ANAVAI* et le Cluster maritime de Polynésie française lance une campagne de financement solidaire pour la formation des sauveteurs bénévoles.

En savoir plus

VIE DES PARTENAIRES

Les CV des candidats à l'élection présidentielle de 2022

Qui sont les candidat(e)s à la Présidentielle ? Leur métier, leur parcours, leurs mandats ? Leur CV express.

En savoir plus

<u>Commentaire FEDOM</u>: Ouest France a créé un "Lab" numérique de suivi du processus conduisant à la désignation du prochain Président de la République. Ce Lab présente entre autres les candidats, leurs parcours, leurs interventions, leurs programmes...Il s'agit d'un excellent centralisateur d'informations.

Les SEM immobilières ultramarines déploient expertise et agilité au plus près des besoins des populations

Le Président de la Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl), Patrick Jarry, maire de Nanterre, ira fin janvier à la rencontre des Epl de La Réunion. L'occasion de mettre en lumière le rôle des Sem immobilières ultramarines. Les chiffres sont éloquents : les 15 Sociétés d'économie mixte (Sem) immobilières déployées en Outre-mer représentent 144 000 logements, soit 72 % du parc de logements sociaux des territoires ultramarins. Une puissance de feu qui s'explique par l'agilité du modèle et la capacité à porter des projets répondant aux multiples attentes de la population.

En savoir plus

JOURNAL OFFICIEL

JO du 23.01.2021

LOI n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 2022-835 DC du 21 janvier 2022 - En savoir plus

Avis de vacance de l'emploi de directeur de la direction du service d'Etat de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (Wallis et Futuna)